

CA académique de NANTES : Texte d'orientation Unité & Action

élections du 4 au 26 mai 2009



**VOTER
POUR LA
LISTE U&A**

Syndiqués, nous votons du 4 au 26 mai pour déterminer l'orientation syndicale et composer nos conseils syndicaux. Il s'agit de choisir qui pour faire quoi et réciproquement... « Unité et Action » propose une orientation syndicale et la met en œuvre au SNES et à la FSU : défendre les personnels individuellement et collectivement, faire participer l'ensemble des syndiqués à l'élaboration des revendications, agir et rechercher l'unité et l'action de masse pour porter ces revendications, engranger toutes les avancées mêmes partielles comme autant de points d'appui pour aller plus loin. Cette orientation est ancrée dans le réel de nos métiers et de leurs conditions d'exercice, dans une défense pied à pied du service public d'éducation, dans le mouvement social qui refuse la casse des droits et garanties collectives.

Nous voulons poursuivre et amplifier l'action face à un gouvernement bousculé par les luttes. La présidence du clinquant, les discours bravaches et les gesticulations, la communication gouvernementale ne convainquent plus personne. Avec la crise, le dogmatisme idéologique, le refus d'augmenter les salaires et celui de renoncer aux suppressions d'emplois publics apparaissent pour ce qu'ils sont : le choix obstiné de favoriser les revenus du capital contre ceux du travail, de priver l'Etat des moyens pour satisfaire les besoins sociaux, de promouvoir la compétition et la performance pour remettre en cause droits et garanties collectives...

Depuis plus d'un an et demi, N. Sarkozy et son gouvernement s'efforcent de transformer la société française. Ils multiplient les « réformes » : école, université, recherche, système de santé, retraite, protection sociale, RGPP, justice pénitentiaire, logement social, emploi, sport... Ils remettent en cause l'ensemble des services publics et poursuivent cet objectif même si les luttes sociales et la crise bousculent leur calendrier. Pour le pouvoir, il ne s'agit pas seulement de sabrer des crédits et supprimer des postes. Il s'agit bien de casser les solidarités, de pousser à l'individualisme et de promouvoir la marchandisation et la concurrence dans tous les domaines, y compris la santé et l'éducation.

Cette politique a de moins en moins de soutiens. Mécontente-

ment et colère grandissent jusque dans les catégories qui ont le plus voté pour N. Sarkozy (cadres, médecins, retraités, agriculteurs...). Chacun mesure que la crise est profonde, qu'elle peut toucher tout le monde et que la politique menée aggrave les inégalités. Les choix libéraux gouvernementaux font exploser le chômage et la précarité alors que des milliards sont mobilisés pour aider les banques et les entreprises sans contreparties. Rien pour les salariés : la relance par la consommation est rejetée par le gouvernement. Alors que les annonces de plans sociaux se multiplient, les profits insolents d'entreprises du CAC 40 mettent en lumière les limites d'un système qui enrichit les plus riches et appauvrit les salariés. Les français ressentent de plus en plus durement le creusement des inégalités d'autant que parallèlement de nombreux droits sont remis en cause.

Les mobilisations contraignent le pouvoir à des reculs sur de nombreux dossiers. Bien sûr ces reculs sont souvent tactiques mais parfois significatifs et sur des sujets emblématiques : sur les postes de RASED, sur la réforme des lycées, dans le supérieur où il a déjà renoncé à supprimer des postes d'enseignants chercheurs dans les deux ans à venir, où il annonce l'affectation de 500 PRAG, où il doit réécrire le décret sur le statut des enseignants chercheurs, faire de premières concessions sur le projet de formation des maîtres tout en refusant encore le report de la réforme pour permettre une remise à plat complète... Ces exemples montrent un pouvoir en difficulté, très bas dans les sondages, confronté à des mobilisations fortes et à une opinion qui les soutient.

La situation favorise aussi des prises de conscience sur les questions économiques et sociales. Les luttes menées ont contraint le gouvernement à annoncer après le 29 janvier, un certain nombre de mesures ciblées sur certaines catégories à faible revenu (familles, ménages ne payant que peu d'impôts, ou salariés subissant un chômage partiel) mais aucune mesure d'ampleur, notamment pour les salaires, ni aucune remise en cause de la loi TEPA (paquet fiscal)... Or la question du partage des richesses dans notre pays devient centrale. L'indignation grandit contre les entreprises qui font des profits et veulent licencier ! Les salariés du Privé relèvent la tête. Les revendications sociales (salaires, emploi, sauvegarde des services publics, notamment l'éducation et la santé) sont partagées. Le

mouvement syndical réalise une unité approuvée par les salariés et l'opinion... Il nous faut maintenant entraîner dans la lutte toujours plus de salariés, de chômeurs, de jeunes, de retraités... Les grèves en Guadeloupe, Martinique, à la Réunion, les mouvements dans l'éducation, la justice, à l'ANPE, l'exceptionnelle mobilisation de l'enseignement supérieur ont montré, dans leur spécificité, cette même exaspération et volonté de ne pas laisser faire.

C'est un formidable encouragement pour des suites offensives qui mettent un coup d'arrêt aux menées des libéraux depuis 30 ans pour abaisser le coût du travail et défaire les services publics. Le SNES, la FSU, avec l'ensemble du mouvement syndical, doivent poursuivre le développement de luttes unitaires, porter des revendications de développement des services publics et plus largement, d'une société juste et solidaire.

La recherche de l'unité doit dépasser maintenant la simple unité d'action et permettre des initiatives concrètes de travail en commun susceptibles de contribuer aux nécessaires rapprochements d'organisations dans la volonté affirmée de construire pas à pas un nouveau syndicalisme, ensemble et avec tous les syndiqués.

Continuer à s'adresser à l'opinion pour isoler et mettre à mal les stratégies gouvernementales passe désormais par une orientation offensive et pas seulement protestataire. Favoriser des mobilisations encore plus larges suppose d'aller à la rencontre des collègues, de développer notre activité sur les lieux de travail, d'y débattre en assemblée générale des « réformes » et de nos projets, tout en multipliant les formes d'actions, de grèves et d'expression publique dont les manifestations sont les plus remarquées. Le moment est à l'action généralisée.

Au plan international, des actions se construisent aussi dont nous devons prendre la mesure et qui devraient permettre des actions syndicales communes déjà aux syndicats européens...

C'est le SENS de l'action syndicale du SNES que nous voulons promouvoir avec tous les syndiqués.

Si vous soutenez cette orientation et vous vous retrouvez dans l'action du SNES, Votez et faites voter pour la liste "Unité & Action".

Contact :
sechet.emmanuel@gmail.com